

Intervention de Yves Salanave-Péhé
Conseiller départemental de Cœur de Béarn
Au nom du groupe de la gauche départementale

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, chers collègues

Cela ne va pas vous bouleverser : ma courte intervention sera dans la ligne de celle que j'avais été amené à faire devant cette assemblée lors du débat sur les orientations budgétaires en décembre de l'année dernière, avec quand même un double satisfecit à votre endroit, ce n'est pas si fréquent.

Commençons par cela. Nous avons pris acte d'un double effort de votre part dont il convient de vous créditer. D'abord, celui en faveur des EHPAD. La revalorisation du point de GIR et plus globalement celui du prix de journée est une bonne chose. La situation est de toute façon tellement tendue dans nos établissements qu'une telle mesure, même si elle n'est pas complètement à la hauteur des besoins, ne peut qu'améliorer le quotidien. Le deuxième bon point concerne l'appui à la construction de logements sociaux. Nous vous savons gré de considérer l'immensité du besoin et de doper les actions aux côtés de l'Office 64. Là aussi peut-être n'aurions nous pas fait mieux...

Mais il y a le reste. Tout le reste... Je vous avais suggéré, dans la lignée de ce que nous vous disons depuis quelques exercices d'utiliser les marges de manœuvre financières dont bénéficie actuellement notre instance – parfois à son insu - pour renforcer notre effort dans des domaines où les besoins sont criants.

Lors du débat sur les orientations budgétaires, le résultat prévisionnel était de 18 millions d'euros. Il est finalement de 33. Largement de quoi agir. Nous vous proposons de consacrer ces excédents et aussi le décalage structurel entre les estimations des budgets primitifs et les comptes administratifs estimés à plus de 20 millions en moyenne par exercice à deux objectifs : continuer de restaurer les grands équilibres financiers de notre

collectivité d'une part, et développer un effort inédit sur des besoins sociaux qui hurlent sous nos fenêtres d'autre part.

Notre argumentation est simple voir simpliste.

1. La situation financière est plus pérenne que vous ne voulez bien le dire. J'avais essayé de vous convaincre que les DMTO constituent une ressource plus stable que nous le pensions il y a quelques années. J'avais appelé à la rescousse Piketty – ce qui vous avait ravi, monsieur le Président. Vous m'aviez dit que vous étiez en train de lire son dernier opus. Je suppose que vous êtes arrivé au bout du petit millier de pages et que vous êtes désormais convaincu que nous sommes bien rentrés dans ce néocapitalisme populaire dans lequel la constitution d'un patrimoine immobilier est pour les agents économiques, souvent modestes, la réponse aux incertitudes, surtout celles d'ailleurs liées à la gestation d'un régime de retraite en préparation, opaque et sournois.
2. Il y a urgence sur plusieurs champs touchant à notre société qui se déchire sous nos yeux. Toutes les structures publiques doivent aller au bout de leurs capacités juridiques et financières pour faire face. Je vous renvoie à la liste – hélas provisoire et limitée – que j'avais énumérée devant vous. L'anticipation de la paupérisation générée par la réforme du chômage, le renforcement des postes d'évaluateurs de terrain des politiques sociales, l'accroissement des moyens dédiés à la prévention spécialisée avec le rétablissement de postes d'éducateurs au contact, l'amélioration des conditions de travail des métiers d'aide à la personne, l'accompagnement des aidants. Derrière ces mots, il y a des souffrances, des situations intolérables...

Il est de notre devoir de les considérer et de mettre en œuvre des réponses qui relèvent de nos compétences jusqu'aux limites, aux asymptotes de nos capacités connues et assumées de nos capacités financières. Nous en avons les moyens, nous devons avoir la volonté de les appliquer.

Nous constatons que, malgré les deux mesures plutôt positives que je signalais au début de mon propos, le compte n'y est pas et que nous pouvons et devons beaucoup mieux faire. Nous regrettons votre manque d'ambition sur ces sujets pourtant vitaux pour notre avenir. Nous pensons que vous ne pouvez pas vous départir de ce dogme réserviste, voire survivaliste qui vous paralyse. Nos marqueurs sont décidément bien différents... La colère et la frustration qui m'habitent en ce moment m'empêchent de terminer mon

propos par la traditionnelle citation destinée à dégeler un peu l'atmosphère voire à engendrer quelque sourire. Je n'ai aucune envie de légèreté dans mon propos aujourd'hui, compte tenu des enjeux qui nous transcendent et nous obligent. Nous voterons donc contre ce budget.

Je vous remercie de votre attention.